



Liberté de la presse : les syndicats français de journalistes appellent à mettre fin à l'impunité d'Ankara

La liberté de la presse est plus que jamais gravement menacée en Turquie par la politique répressive conduite par l'AKP et le chef de l'Etat Recep Tayyip Erdogan.

La situation des journalistes turcs et kurdes s'aggrave sensiblement de jour en jour à la veille des élections législatives du 1^{er} novembre.

Preuve en est : mercredi, à quatre jours du scrutin, la police turque a pris le contrôle manu militari des télévisions Bugün TV et Kanaltürk à Istanbul, dont le groupe Koza-Ipek a fait l'objet d'une mise sous tutelle. Le groupe est accusé notamment de « *faire de la propagande* » pour le compte de l'imam Fethullah Gülen, dont l'influent réseau est qualifié par les autorités d'« *organisation terroriste* ».

Aujourd'hui, une vingtaine de nos confrères sont détenus dans les prisons turques. Une centaine de procédures sont lancées contre les journalistes de ce pays, le pouvoir utilisant l'arsenal judiciaire répressif (lois antiterroristes, loi sur la diffamation concernant la personne du président de la République, etc.) pour réduire au silence les médias, pour bloquer l'information sur les sujets ultra-sensibles comme les affaires de corruption touchant le pouvoir, la situation explosive au Kurdistan où sévit une véritable guerre, mais aussi en ce qui concerne les dossiers internationaux brûlants (question syrienne, etc.). La censure directe est utilisée impunément, foulant au pied les libertés fondamentales d'un pays qui frappe à la porte de l'Europe.

Au-delà de ces mesures dignes d'une autre époque, le régime lance ses hommes de main contre les locaux des médias d'opposition n'hésitant pas à agresser physiquement des journalistes, comme ce fut le cas d'Ahmet Hakan du quotidien *Hurriyet*. De plus, le chef de l'Etat menace personnellement des journalistes, comme

Can Dunder, rédacteur-en-chef de *Cumhuriyet*, après les révélations sur des livraisons d'armes turques aux djihadistes de Daesh.

La police, l'armée, les forces paramilitaires contrôlent, interpellent et arrêtent manu militari les récalcitrants, effectuent des descentes dans les médias kurdes (agence de presse DIHA, au quotidien *Azasiya Welat* en septembre à Dyarbakir), traitant les journalistes comme des criminels.

Les réseaux sociaux sont coupés systématiquement sur ordre du pouvoir. Les médias audiovisuels publics sont des outils de propagande que l'AKP confisque à son profit excluant tout pluralisme de l'information pendant la campagne électorale. Le syndicat turc des journalistes (TGS) est sous la menace des autorités pour oser défendre les journalistes qui sont de plus en plus empêchés de faire leur travail.

La liberté de la presse est en danger en Turquie.

C'est pourquoi, les syndicats français de journalistes (SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes, membres de la FIJ/FEJ) appellent à s'inscrire dans la campagne mondiale annuelle de la FIJ pour demander des comptes au gouvernement turc concernant l'impunité dont il jouit face à la situation de nos confrères dans ce pays, qui reste l'une des plus grandes prisons de journalistes au monde.

Ce sont non seulement les crimes qu'il faut sanctionner, mais aussi toutes les agressions qui n'ont pas été sanctionnées qui doivent être dénoncées.

A cette occasion nous appelons à l'envoi de messages de solidarité à nos confrères à travers le syndicat TGS. Nous exigeons immédiatement la libération des 20 journalistes emprisonnés et l'arrêt des poursuites et des procès qui entravent la liberté d'expression.

Nous appelons l'ONU à tout entreprendre pour faire cesser ce déni de démocratie.

Paris le 26/10/2015